

Le conflit ukraino-russe vu de Kiev

Par Iouri Iakimenko et Mikhaïl Pachkov

Iouri Iakimenko est directeur général adjoint du Centre Razoumkov, à Kiev.

Mikhaïl Pachkov est directeur des programmes de politique étrangère et de sécurité internationale du Centre Razoumkov à Kiev.

Traduit du russe par Boris Samkov.

Moscou entend à toute force accrocher l'Ukraine à son Union eurasiatique, avec une carte majeure : celle de l'échange de la souveraineté de Kiev contre des avantages économiques et financiers. Au-delà de l'affaire de la Crimée, c'est bien désormais l'intégrité même du pays qui est en cause, ainsi que l'ensemble de l'équilibre européen. Un dialogue reste encore possible, mais il suppose d'abord que la Russie soit mise hors d'état d'imposer unilatéralement sa volonté à l'Ukraine.

politique étrangère

Le conflit ukraino-russe, qui couvait depuis longtemps, a éclaté à un moment où Kiev était particulièrement vulnérable : lors de l'effondrement du régime de Viktor Ianoukovitch. L'Ukraine, pays-tampon dénué d'alliés fiables et dont la souveraineté et l'intégrité territoriale n'étaient protégées par aucune garantie solide, s'est retrouvée seule face à la Russie.

Il est indéniable que le *blitzkrieg* russe mené en mars en Crimée, qui s'est soldé par l'annexion et le rattachement de la péninsule à la Fédération de Russie, puis l'instigation de manifestations séparatistes dans l'Est du pays représentent un défi global lancé aux systèmes de sécurité européen et mondial. Défi auquel la communauté internationale n'a – du moins, jusqu'à présent – pas trouvé de réponse adéquate. Aujourd'hui, il convient de repenser non seulement la philosophie des relations bilatérales Kiev-Moscou, mais aussi le système des relations Occident-Russie dans son ensemble. Au-delà des questions sur l'opportunité de telle ou telle démarche, ou sur l'adoption de nouvelles sanctions, il s'agit d'élaborer une nouvelle approche vis-à-vis de la Russie actuelle.

Les événements s'enchaînent à une rapidité telle que toute analyse apparaît vite dépassée. Il n'en reste pas moins que les réalités du moment permettent d'avancer quelques conclusions et prévisions pour rechercher une sortie de crise.

L'imposition de l'intégration eurasienne

De longues années durant, l'Ukraine s'est trouvée à l'épicentre de deux projets d'intégration concurrents : celui de l'Union européenne (UE) d'une part, et celui de la Russie de l'autre. La « réincarnation » de l'espace postsoviétique – qui doit bien entendu se produire sous l'égide de Moscou – voulue par le Kremlin a été clairement projetée dans les documents fondamentaux de politique étrangère de la Fédération de Russie : « Stratégie de sécurité nationale à horizon 2020 » (adoptée en 2009), « Doctrine militaire » (2010), « Concept de politique étrangère » (2013), ainsi que dans les adresses annuelles du président de la Russie à l'Assemblée fédérale. La totalité de l'étranger proche postsoviétique y est qualifiée de « zone d'intérêts privilégiés » de Moscou. L'intégration doit se réaliser au niveau économique dans le cadre de l'Union douanière (puis de l'Union économique eurasienne), et au niveau militaro-politique dans celui de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC).

Dans son discours d'investiture du 7 mai 2012, le président Vladimir Poutine a souligné : « L'avenir historique de l'État [...] dépend de notre capacité à devenir les *leaders* et le centre d'attraction de toute l'Eurasie. » Le même jour, ce cap était entériné par l'un des premiers décrets présidentiels : l'intégration de l'espace de la Communauté des États indépendants (CEI) y était qualifiée de « direction clé de la politique étrangère de la Fédération de Russie ».

Naturellement, l'orientation européenne de l'Ukraine constituait le principal obstacle aux projets géopolitiques russes. Moscou était conscient qu'un rapprochement réussi entre UE et Ukraine réduirait à néant ses plans : sans cette dernière, les unions eurasiennes créées par la Russie apparaîtraient comme des constructions incomplètes, fragiles et géopolitiquement peu crédibles. En outre, Kiev pourrait représenter un exemple, à même de mobiliser d'autres pays postsoviétiques comme la Moldavie et la Géorgie. Enfin, une Ukraine démocratique et européenne constituerait une alternative attirante à la « démocratie souveraine » russe et, plus généralement, au modèle poutinien de gestion autoritaire de l'État.

La direction russe a donc usé de tous les instruments à sa disposition pour faire pression sur l'Ukraine, bloquer son rapprochement avec l'UE et lui imposer d'intégrer les structures eurasiennes : intimidations

politico-diplomatiques, sanctions commerciales et économiques, utilisation des « leviers gaziers », influence humanitaire et déploiement médiatique massif – rendu possible par la large présence russe dans l'espace informationnel ukrainien, où sont accessibles 69 chaînes de télévision russes et 1 176 journaux russophones.

Ces efforts ont porté leurs fruits. Au sommet de Vilnius, l'Ukraine a opéré un « virage intégrationnel »¹. Dès le 17 décembre 2013 était signée une série d'accords ukraino-russes (portant notamment sur des réductions des prix du gaz et sur l'octroi de crédits), constituant *de facto* un prépaiement du Kremlin pour le rejet par Kiev de l'intégration européenne. Peu après, le 15 janvier 2014, le gouvernement de Mykola Azarov adoptait un programme de coopération de l'Ukraine avec les pays de l'Union douanière, jusqu'en 2020².

La Russie s'est dès le début ingérée dans la crise ukrainienne

Il convient de souligner tout spécialement que, durant la présidence de Ianoukovitch, le dialogue ukraino-russe, particulièrement opaque, s'est résumé au fond à un troc politico-économique : intérêts nationaux contre intérêts économiques – au premier rang desquels des prix préférentiels pour le gaz. L'illustration la plus éclatante en fut, en avril 2010, ce que l'on a appelé « l'accord de Kharkov » : la direction ukrainienne y obtenait une réduction sur le prix du gaz en échange de la prolongation de la présence en Crimée de la flotte russe de la mer Noire.

Mais les projets d'« incorporation douce » de l'Ukraine dans la structure eurasiennne bâtie par la Russie ne devaient pas se réaliser. Les protestations de masse ayant éclaté à Kiev (Maïdan) ont radicalement changé la donne. La Russie n'est pas restée un observateur passif devant cette tournure des événements : elle a tenté de s'adapter à ces bouleversements pour protéger au mieux ses intérêts.

Lorsque l'on analyse l'évolution des protestations survenues en Ukraine entre novembre 2013 et février 2014, on constate que la conduite des autorités a été totalement contraire à la logique d'un règlement pacifique de la

1. Le 18 septembre 2013, le gouvernement ukrainien a approuvé l'accord d'association avec l'Union européenne (UE). Le Premier ministre de l'époque, Mykola Azarov, a qualifié ce document de « fatidique ». Mais dès le 21 novembre, le gouvernement « suspendait » la signature de l'accord et, le 29 novembre, Viktor Ianoukovitch refusait de le signer – la préparation de cet accord avait duré six ans. Entre ces événements de sens radicalement contraires s'étaient tenues deux rencontres fermées entre les présidents russe et ukrainien (les 27 octobre et 9 novembre 2013).

2. Le 31 mai 2013 avait été signé un Mémoire « sur l'approfondissement de la coopération entre l'Ukraine et la Commission économique eurasiennne », dans lequel l'Ukraine s'engageait à « respecter les principes énoncés dans les documents [...] de l'Union douanière ».

crise. À au moins trois reprises au cours de cette période, les parties ont semblé proches d'un compromis. Et, chaque fois, on a assisté à un brusque regain de tensions : assaut des forces antiémeutes contre Maïdan, passage à tabac de journalistes ou de représentants en vue de l'opposition, siège de bâtiments gouvernementaux par un détachement de contestataires, etc. Une telle absence de logique donne de bonnes raisons de croire à l'influence d'un acteur extérieur, désireux de voir le conflit se poursuivre et dégénérer. Apothéose de ces efforts visant à saboter la pacification : les mystérieux tirs de *snipers* qui auraient pris pour cible aussi bien les manifestants que les membres des forces spéciales de la police.

Pour certains observateurs, ces événements s'expliquent par la présence en Ukraine de « consultants » venus de Moscou et de membres des services spéciaux russes chargés d'exécuter directement les instructions du Kremlin³. Si l'on prend en compte les jugements portés sur Maïdan par les dirigeants russes et les conseils qu'ils ont adressés aux autorités ukrainiennes sur la meilleure façon de rétablir l'ordre⁴, cette théorie apparaît tout à fait crédible.

Moscou a donné une preuve encore plus évidente de son implication en décidant d'accueillir l'ex-président en fuite Ianoukovitch – que la direction russe a continué de reconnaître comme le chef légitime de l'État ukrainien –, ainsi que divers représentants de l'ancien pouvoir ukrainien faisant l'objet de sanctions internationales et accusés de complicité d'assassinat de civils et d'autres crimes.

Ianoukovitch représente, pour le Kremlin, un moyen commode de déstabiliser la situation en Ukraine et de justifier son agression militaire. C'est à l'ex-président qu'il a été confié de déclarer qu'il avait « invité » les troupes russes en Ukraine. C'est également par son entremise qu'ont été diffusées les annonces de la propagande russe sur les répressions qui auraient été commises par le nouveau gouvernement et par les « radicaux » à l'encontre de la population russophone. Et Moscou a envisagé de faire de l'ex-président le « leader » des séparatistes du Sud-Est ukrainien⁵.

On peut supposer que Ianoukovitch a accepté de jouer ce rôle d'instrument des intérêts russes dès septembre-novembre 2013, très probablement

3. « Nalivaïtchenko soupçonne le FSB d'avoir participé aux meurtres de masse de Kiev », *Ukrainskaïa Pravda*, 3 avril 2014, disponible sur : <<http://www.pravda.com.ua/rus/news/2014/04/3/7021237/>>.

4. « Poutine a dit ce qu'il aurait fait d'un Maïdan à Moscou », *LigaBiznes Inform*, 19 décembre 2013, disponible sur : <http://news.liga.net/news/politics/947390-putin_rasskazal_kak_by_postupil_s_maydanom_v_moskve_.htm> ; « Medvedev a conseillé aux autorités ukrainiennes de ne pas se laisser utiliser comme paillason », *Gazeta.ru*, 20 février 2014, disponible sur : <http://www.gazeta.ru/politics/news/2014/02/20/n_5961581.shtml>.

5. T. Ivjenko, « Ianoukovitch peut revenir dans un nouveau rôle », *Nezavisimaïa Gazeta*, 18 avril 2014, disponible sur : <http://www.ng.ru/cis/2014-04-18/7_yanukovich.html>.

sous l'influence de la direction russe et aux conditions posées par celle-ci, à l'occasion d'au moins deux rencontres secrètes tenues à cette époque.

Le fait même que les protestations de masse en Ukraine aient conduit à un changement de pouvoir constituait pour le régime russe actuel un précédent inacceptable et menaçant. C'est pourquoi Moscou a fait tout son possible pour discréditer à la fois Maïdan comme phénomène, mais également ses conséquences.

En résumé, les relations ukraino-russes ont connu trois phases successives : la persuasion douce, essayant de convaincre de la nécessité de l'intégration eurasiennne ; puis la coercition ; et enfin l'agression militaire. Aujourd'hui, on ne peut exclure une quatrième phase : une tentative de liquider l'État ukrainien en tant que tel.

La Crimée, le Donbass... et ensuite ?

En à peine trois semaines – du 1^{er} mars (autorisation donnée par le Conseil de la Fédération d'introduire des troupes en Ukraine) au 21 mars (incorporation de la Crimée et de Sébastopol à la Russie) –, on a assisté à toute une série d'événements.

La Russie a occupé le territoire de la République autonome ukrainienne de Crimée et la ville de Sébastopol, bloqué les installations militaires et la flotte ukrainiennes, ainsi que les infrastructures de transport, nettoyé l'espace médiatique, adopté un acte établissant l'indépendance de la péninsule, organisé un pseudo-référendum et pris la décision d'intégrer la Crimée à la Russie en tant que sujet de la Fédération – ce pour quoi des lois russes *ad hoc* ont été votées.

En d'autres termes, la Russie a mené à bien une opération militaro-politique ultrarapide de grande ampleur, bien planifiée et parfaitement exécutée. Il est évident que les actions russes n'avaient rien d'improvisé, et ne relevaient nullement d'une réaction dictée par les événements aux « demandes d'aide des compatriotes criméens ».

Le pouvoir autoproclamé de Crimée a changé à deux reprises la date prévue pour l'organisation du référendum : initialement annoncé pour le 25 mai, le scrutin a été avancé au 30 mars, puis au 16 mars. Mais une majorité écrasante des États de la planète a refusé de reconnaître ce « référendum tenu sous la menace des fusils ». Au vu de la réaction internationale très négative à l'annexion de la Crimée par la Russie, et des sanctions qui en ont découlé, la direction russe s'est efforcée de diffuser l'idée selon

laquelle cette annexion n'aurait pas été planifiée à l'avance. Celle-ci aurait découlé des résultats d'« enquêtes sociologiques secrètes » montrant que « 80 % des habitants de la Crimée » étaient favorables à un rattachement à la Russie⁶. Ces chiffres sont douteux, pour en rester à un euphémisme. D'après un sondage du Centre Razoumkov de décembre 2013, le nombre de Criméens favorables à une séparation d'avec l'Ukraine ne dépassait pas 40 %, la majorité de la population y étant donc opposée.

L'étape suivante du plan russe concernant l'Ukraine est une déstabilisation des *oblasts* (« unités administratives ») de Donetsk, Lougansk, Kharkov et de plusieurs régions du Sud du pays, menée à l'aide des services spéciaux et de « touristes armés ». L'attisement de sentiments séparatistes dans ces régions vise, *in fine*, à y créer des républiques autoproclamées. Ce plan

Vers une intervention militaire russe ?

est déjà mis en œuvre dans les faits. La Crimée est utilisée comme avant-poste pour l'expansion ultérieure de la Russie en Ukraine continentale. Il est significatif que le 17 avril, le jour même où se tenaient à Genève des discussions multilatérales sur le dossier ukrainien, Poutine ait souligné, lors d'une conférence de presse, la nécessité de protéger les droits de la population russophone du Sud-Est de l'Ukraine. Le président de la Fédération rappelait à cette occasion qu'à l'époque tsariste Kharkov, Donetsk, Lougansk, Kherson, Nikolaev et Odessa appartenaient à une zone de l'empire appelée « Nouvelle Russie », et que ce n'est qu'à l'époque soviétique que ces territoires avaient été transférés à la République socialiste soviétique d'Ukraine. Ces références historiques ne doivent rien au hasard : de fait, elles visent à désigner les cibles d'une éventuelle intervention militaire russe en Ukraine.

Il existe différentes raisons de penser que la Russie va, du moins à court terme : a) renforcer son influence dans les régions de l'Est et du Sud de l'Ukraine ; b) introduire des sanctions financières et économiques ; c) maintenir sa pression gazière sur le pays ; d) réexaminer les fondements juridiques de ses relations avec Kiev – la Douma a déjà dénoncé les accords sur le stationnement en Crimée de la flotte russe de la mer Noire ; les accords de Kharkov ont également été annulés⁷ ; e) accroître sa présence militaire

6. « Poutine : la Russie n'avait initialement pas l'intention d'annexer la Crimée, ce sont les sondages secrets menés auprès des Criméens qui l'ont décidé à le faire », site internet Finmarket, 10 avril 2014, disponible sur : <<http://www.finmarket.ru/life/article/3676864>>.

7. Le 4 mars 2014, lors d'une rencontre avec des représentants des médias, Vladimir Poutine a déclaré à propos des événements ukrainiens : « Et si c'est une révolution ? Alors il serait difficile de ne pas tomber d'accord avec certains de nos experts qui estiment qu'un nouvel État est en train de se former sur ce territoire. Comme après la chute de l'empire russe, après la révolution de 1917, un nouvel État émerge. Et nous n'avons signé aucun accord contraignant avec cet État ou le concernant. »

en Crimée ; f) poursuivre son expansion médiatique en Ukraine. Au vu de la dynamique actuelle, il est difficile de dire quand, et surtout où, la Russie s'arrêtera.

La dimension internationale de la crise criméenne

Le *blitzkrieg* de Crimée a radicalement changé la situation internationale. L'Ukraine s'est retrouvée au cœur d'une confrontation croissante entre l'Occident et la Russie. Cette dernière a subi plusieurs vagues de sanctions diplomatiques et économiques de la part des pays de l'Ouest et des organisations internationales, elle a perdu sa voix à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et sa place au sein du G8, tandis que l'Assemblée générale des Nations unies dénonçait l'annexion de la Crimée. Il serait pourtant pour le moins prématuré de parler d'un isolement international de Moscou. Car si au dénominateur des relations avec la Russie on trouve les principes de la démocratie, de la justice et de l'intangibilité de l'ordre mondial existant, figurent au numérateur les intérêts financiers et économiques...

Les événements de Crimée ont mis en évidence plusieurs tendances de crise. Premièrement, les systèmes de sécurité international (l'Organisation des Nations unies, ONU) et européen (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, OSCE) se sont révélés incapables de réagir de façon adéquate aux actions russes. Le mécanisme collégial de la communauté internationale – le Conseil de sécurité des Nations unies – a été bloqué par la Russie. Les leçons de la guerre de Géorgie de 2008 n'ont pas été suivies d'effets.

Deuxièmement, le syndrome séparatiste qui vient de se manifester en Crimée menace de provoquer une réaction en chaîne dans diverses régions du monde, à commencer par les zones des « conflits gelés ». Rappelons seulement que le 2 février 2014, un référendum s'est tenu en Gagaouzie (Moldavie), par lequel la majorité des habitants s'est déclarée favorable à l'entrée de cette région dans l'Union douanière, et que le 16 avril le Conseil suprême de la Transnistrie (Moldavie) a officiellement demandé à la Douma russe de reconnaître l'indépendance de cette république.

Troisièmement, l'efficacité des mécanismes internationaux de prévention de la prolifération de l'arme nucléaire a été remise en question : un pays qui s'était débarrassé sous garantie internationale du troisième arsenal nucléaire mondial (l'Ukraine) a été agressé par un État signataire de ces garanties (la Russie). Ce qui pose la question de la fiabilité de toutes les garanties internationales de ce type, leur violation créant un précédent extrêmement dangereux.

Quatrièmement, une confrontation tendue entre l'Occident et la Russie s'est développée, qui fait peser le risque d'une réédition de la guerre froide. L'Union économique eurasiennne – créée par Moscou en forçant la main de ses autres membres – comme l'OTSC apparaissent dès lors comme des éléments de cette confrontation.

Les citoyens ukrainiens ne peuvent guère trouver matière à réjouissance dans les termes et dans les prévisions que les médias internationaux associent à leur État : « Seconde Guerre mondiale », « guerre froide », « Troisième Guerre mondiale », etc. L'Ukraine souhaite vivre en paix mais, aujourd'hui, elle n'en est pas le premier décideur.

Les difficultés du dialogue

Le principal obstacle à l'enclenchement d'un dialogue sérieux entre l'Ukraine et la Russie est la question de la reconnaissance des attributions des organes menant les négociations.

Après la chute du régime de Ianoukovitch et le rétablissement de la Constitution ukrainienne dans sa rédaction de 2004, des changements radicaux sont intervenus dans les plus hautes institutions du pays. Olexandre Tourtchinov, membre du parti d'opposition Batkivchtchina (Notre Patrie), a été élu président de la Rada puis, ès qualités, président de l'Ukraine par intérim. Une coalition parlementaire s'est formée sur la base des partis d'opposition et a mis en place un nouveau gouvernement, dirigé par Arseni Iatseniouk.

Le nouveau pouvoir ukrainien a été reconnu par les pays de l'UE, les États-Unis, le Canada et de nombreux autres États, tandis que les institutions financières internationales l'acceptaient comme partenaire légitime. Le 21 mars 2014, le nouveau Premier ministre a signé avec les *leaders* européens le volet politique de l'accord Ukraine-UE.

Dans le même temps, la Russie a longtemps refusé de reconnaître la légitimité du nouveau gouvernement ukrainien, continuant d'insister sur celle de Ianoukovitch. Le 17 avril 2014, Poutine déclarait : « Effectivement, nous considérons que les autorités actuelles sont illégitimes. Elles ne disposent pas d'un mandat national pour diriger le pays⁸. »

Depuis le début de l'intervention militaire en Crimée, les autorités russes ont évité d'entrer en contact avec le ministère ukrainien des Affaires

8. Voir le sténogramme de la conférence de presse de Poutine le 17 avril 2014 disponible sur le site officiel du président de la Fédération de Russie : <<http://president.kremlin.ru/news/20796>>.

étrangères, malgré les demandes de Kiev. La première rencontre directe entre les ministres des Affaires étrangères de l'Ukraine et de la Russie s'est tenue le 24 mars, en marge du sommet sur la sécurité nucléaire de La Haye. Toujours du fait du refus russe, il n'y a eu aucune discussion à un niveau plus élevé.

Il reste que, d'une façon ou d'une autre, l'avenir imposera à la Russie de rétablir le contact avec le pouvoir ukrainien. 2014 verra la réalisation du cycle complet de formation des nouvelles structures de pouvoir à Kiev : une élection présidentielle anticipée en mai et des législatives très probablement à l'automne. Mais ces scrutins ne seront sans doute guère positifs pour la Russie, et il est évident qu'elle aura désormais beaucoup plus de mal à faire valoir son influence politique en Ukraine.

Quelles conséquences pour les élections de mai ?

L'élection présidentielle ukrainienne du 25 mai a opposé pour la première fois deux principaux candidats se positionnant comme proeuropéens : Petro Porochenko et Ioulia Timochenko. Tous deux sont réputés être des partenaires peu commodes pour la Russie, aussi bien du point de vue idéologique qu'au vu de leurs relations personnelles avec les autorités de Moscou. Ainsi le contrat sur le gaz signé en 2009 avec la Russie a-t-il sans doute été pour Timochenko la mesure la plus négative, en termes de conséquences pour sa propre personne, qu'elle ait prise comme Premier ministre. Quant à Porochenko, ses entreprises ont subi des pertes importantes du fait des sanctions russes édictées en 2013 et en mars 2014.

Au Parlement ukrainien, la situation n'est pas plus favorable aux intérêts russes. La majorité parlementaire se compose essentiellement des partis proeuropéens – Batkivchtchina (Notre Patrie), Oudar (La Frappe) et Svoboda (Liberté). Les législatives de l'automne 2014 ne changeront probablement pas ce rapport de forces. En outre, les deux partis prorusses – le Parti des régions et le Parti communiste – sont en grande difficulté, ayant perdu une partie de leurs structures et de leurs partisans dans l'Ouest et le Centre du pays.

Quant au futur gouvernement, le Premier ministre actuel Iatseniouk et la plupart de ses ministres ont de bonnes chances d'y conserver leur poste. Au vu des prévisions sur la prochaine coalition parlementaire, le cap politique du gouvernement demeurera probablement inchangé.

Dans ces conditions, la Russie va se retrouver devant un choix difficile : ne pas reconnaître du tout le nouveau pouvoir ukrainien – en prenant pour

prétexte, par exemple, la non-participation aux élections dans certaines régions, ou la présence dans le nouveau Parlement de « radicaux »⁹ –, ou bien reconnaître ce pouvoir qui, indéniablement, ne lui convient guère, et sur lequel elle ne pourra user de ses leviers de pression habituels.

Actuellement, la position russe est ambiguë : il y a d'un côté une ligne « officielle », de l'autre une ligne « réelle ». Officiellement, la Russie peine à reconnaître la légitimité du pouvoir ukrainien ; mais dans la pratique elle est en contact avec lui et négocie avec ses représentants. Il semble clair qu'une telle dualité ne favorise pas un règlement de la situation.

Comment sortir de la crise ?

Les négociations quadripartites tenues à Genève le 17 avril entre l'Ukraine, l'UE, les États-Unis et la Russie, et la déclaration sur les mesures visant à la désescalade à laquelle elles ont abouti, donnent quelque raison de croire au moins au blocage de la phase la plus aiguë du conflit. Dans le même temps, non seulement le Kremlin ne remplit pas les accords conclus, accusant l'Ukraine de les miner, mais en plus il ne semble aucunement rechercher le compromis.

Pour l'heure, l'évolution de la situation indique qu'il ne sera pas possible de sortir du conflit par de simples discussions bilatérales (Ukraine-Russie). Les intermédiaires internationaux sont indispensables, de même qu'un format multilatéral de négociations. La stricte application des accords conclus sous contrôle international (exercé par la mission spéciale d'observation de l'OSCE) semble tout aussi primordiale.

Il est évident qu'une condition nécessaire au dialogue est la fin du soutien de la Russie aux séparatistes de l'Est ukrainien, l'éloignement des troupes russes des frontières de l'Ukraine et par conséquent l'annulation de la décision du Conseil de la Fédération russe d'autoriser l'entrée de troupes en Ukraine.

La « question criméenne », qui semble aujourd'hui ne pas avoir de solution, continuera d'être une pierre d'achoppement – il est à cet égard significatif que ce sujet n'ait pas été abordé à Genève. La communauté internationale n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée : le 20 mars 2014, lors d'une session de l'Assemblée générale des Nations unies, 100 pays ont soutenu « la souveraineté, l'indépendance politique, l'unité et l'intégrité

9. Il n'est pas exclu que la prochaine Rada compte des représentants du Pravyi Sektor (Secteur droit), parti formé sur la base de plusieurs organisations et mouvements radicaux ayant activement participé aux actions de protestation.

territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues ». Ce même jour, la Rada ukrainienne a adopté une déclaration, « Sur la lutte pour la libération de l'Ukraine », qui affirme que « le peuple ukrainien ne reconnaîtra jamais l'annexion d'une partie inaliénable de son territoire, occupée par la Russie en violation flagrante des normes du droit international ».

Il serait aussi naïf de croire que la Russie va restituer la Crimée que de penser que l'Ukraine acceptera la perte définitive de ce territoire. De façon totalement justifiée, les autorités ukrainiennes refusent le changement par la force du statut de la Crimée, et s'appuient en cela sur le soutien de la communauté internationale. Quant à l'exigence russe que l'Ukraine reconnaisse le statut actuel de la Crimée, il s'agit d'un défi lancé non seulement à Kiev mais aussi à la communauté internationale dans son ensemble. Il apparaît clairement aujourd'hui que la résolution de la question criméenne nécessitera beaucoup de temps et d'efforts.

Une chose est certaine : le processus de règlement de la crise sera extrêmement complexe. Ne serait-ce que parce que le plan de sortie de crise élaboré par la Russie, et transmis à ses interlocuteurs occidentaux, revient de fait à affaiblir l'État ukrainien. Ce plan prévoit en particulier l'inscription, dans la nouvelle Constitution de l'Ukraine, des points suivants : une organisation fédérale du pays, avec une autonomie maximale des régions ; une neutralité internationale ; l'instauration du russe comme seconde langue officielle ; la reconnaissance de l'annexion de la Crimée, etc. Dans les faits, il s'agit d'un plan de capitulation de l'Ukraine et d'une immixtion dans ses affaires intérieures, ce qu'a d'ailleurs dénoncé la direction ukrainienne. Mais au-delà même des jugements portés par l'équipe installée au pouvoir par la révolte populaire, il est indéniable que ces mesures proposées par la Russie correspondent moins aux exigences de la normalisation de la situation ukrainienne qu'aux intérêts géopolitiques russes.

Quelle fédéralisation ?

La Russie veut la fédéralisation de l'Ukraine, la transformation des régions en sujets autonomes dotés de leurs propres gouvernements et parlements ainsi que d'un droit de veto sur toutes les décisions du centre. Ce qui transparaît derrière ces *desiderata*, ce n'est nullement la volonté de « protéger les habitants du Sud et de l'Est », mais une approche clairement manipulatrice. La Russie a supprimé chez elle les élections directes des responsables des sujets de la Fédération, et considérablement réduit leurs prérogatives. Et en Ukraine l'idée de la fédéralisation n'est pas soutenue par la majorité des citoyens. Même dans les régions de Donetsk et Lougansk, chauffées à blanc

par les actions des séparatistes, la fédéralisation n'est pas souhaitée par plus de 30 % des habitants ; et au niveau national, 69 % des citoyens sont favorables à une Ukraine unie et décentralisée¹⁰.

Les nouvelles autorités ukrainiennes ont commencé à préparer des amendements à la Constitution, avec le concours des forces politiques du Parlement acquises aux idées de décentralisation et d'extension des prérogatives des régions, combinées au maintien de l'unité de l'État. D'après les sondages, la majorité des citoyens dans toutes les régions du pays soutient de telles réformes.

En ce qui concerne la neutralité militaro-politique, il convient de rappeler que la législation ukrainienne actuelle stipule que l'État n'appartient à aucun bloc. Mais le vide qui s'est créé dans le domaine de la sécurité et l'absence de garanties internationales réelles quant au respect de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale – qui s'est pleinement manifestée lors de l'agression russe – imposent à la société et au pouvoir ukrainiens de rechercher des moyens d'obtenir de telles garanties. La Russie en est parfaitement consciente et entend bloquer toute mesure ukrainienne en ce sens.

La question du statut officiel de la langue russe n'a rien à voir avec la jouissance par les citoyens russophones de leurs droits linguistiques. Premièrement, ils sont déjà protégés par la loi « Kivalov-Kolesnitchenko », qui stipule que la langue russe a un statut officiel dans plusieurs régions. Portée par la vague révolutionnaire, la majorité parlementaire a, dans un premier temps et à l'initiative de quelques députés agissant en leur nom propre, supprimé cette loi. Mais cette décision n'est jamais entrée en vigueur du fait du veto que lui a opposé le président par intérim. Par ailleurs, les missions des organisations internationales (ONU, OSCE) qui ont séjourné en Ukraine en mars-avril 2014 n'ont trouvé aucune confirmation des assertions de la Russie et de certains responsables politiques locaux faisant état de prétendues limitations des droits des Russes ethniques et des citoyens russophones d'Ukraine¹¹. En revanche, elles ont recueilli de multiples preuves de violations des droits de citoyens d'autres nationalités et groupes linguistiques, ainsi que de manifestations de xénophobie et d'antisémitisme dans les régions qui se trouvent sous l'influence de la propagande russe.

10. Données tirées des enquêtes sociologiques menées par le Centre Razoumkov en avril 2014.

11. « L'ONU rejette les accusations de violation des droits des Russes en Ukraine », *Ukrayins'ke Nezalezhne Informatsiyne Ahentstvo (UNIAN)*, 15 avril 2014, disponible sur : <<http://www.unian.net/politics/908088-oon-otbrasyivaet-obviniya-v-narusheniyah-v-ukraine-prav-russkih.html>>.

Ainsi l'objectif actuel de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie consiste-t-il à mettre en place les conditions empêchant cette dernière de lui dicter sa loi (*a fortiori* par la force), et à instituer des mécanismes réels et efficaces de résistance à l'expansion russe.

L'année 2014 sera décisive et critique pour l'État ukrainien. Le pays ne pourra résister à l'expansion russe et conserver sa souveraineté qu'en réalisant des réformes rapides et efficaces dans les domaines politique, socioéconomique et militaire, en accumulant des aides financières et économiques internationales et en s'appuyant sur la solidarité politique des pays occidentaux. C'est une année de grandes épreuves dont l'Ukraine, espérons-le, sortira renforcée.



Mots clés

Ukraine
Russie
Union eurasiatique
Crimée